

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

OBJET DU MARCHE : L'achat, la livraison et la mise en service de 4 pompes à doubles membranes hydraulique.

POUVOIR ADJUDICATEUR

Sorbonne Université (SU)
21 rue de l'école de médecine, 75006 PARIS

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet :

L'achat, la livraison et la mise en service de 4 pompes à doubles membranes hydraulique.
Chaque pompe à double membrane hydraulique permettra d'injecter de l'eau de mer sous pression dans une enceinte métallique.

Le candidat motivera sa proposition technique et présentera les avantages du système proposé.

Prescriptions générales:

Le candidat devra livrer une pompe à double membrane avec un ajustement manuel de la longueur de course du piston (débit variable).

Cette pompe fonctionnera grâce à un moteur intégré et alimenté électriquement.

Prescriptions détaillées:

- Le système proposé devra disposer d'une double membrane en PTFE avec détection de rupture de membrane par manomètre et soupape de décharge intégrée tarée entre 340 et 350 bars.
- La pression de service exigée pour cette pompe est de 300 bars et sa pression maximale au moins 10% supérieure
- Le système proposé devra pouvoir pomper de l'eau de mer entre 0 et 40°C
- Le système de raccordement devra être à l'entrée comme à la sortie au standard ½" NPT
- Le candidat proposera une pompe ayant un débit compris entre 10 et 15L/h et réglable manuellement en marche comme à l'arrêt
- Le système proposé devra avoir un piston de 10mm de diamètre
- Le matériau du corps de pompe ainsi que des clapets devra être en Inox duplex
- Le candidat devra présenter un certificat matière pour les pièces au contact de l'eau de mer
- Le système proposé devra être alimenté électriquement en monophasé (230V-1PH). Ce système d'entraînement devra être protégé selon la norme IP55
- Le système de bouton marche/arrêt de la pompe devra être directement relié au moteur de la pompe
- Fourniture des pièces élémentaires de rechange pour chaque pompe (joint de clapet et garniture de piston)
- Fourniture d'autres pièces de rechange : un jeu de membranes et un jeu de 2 clapets (pour l'ensemble des pompes et non pour chaque pompe)
- Fourniture d'une caisse de transport adaptée pour chaque pompe
- Le candidat s'engage à garantir au minimum 2 ans son système.

Le marché s'exécutera conformément aux prescriptions du présent CCP.

1.1 - Variantes à l'initiative du soumissionnaire

Les variantes ne sont pas autorisées.

1.2 - Prestation Supplémentaire Eventuelle (PSE)

Le marché ne comprend pas de Prestation Supplémentaire Eventuelle (PSE).

ARTICLE 2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les documents contractuels sont énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement et son annexe financière (bordereau de prix) ;

- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP), dont l'exemplaire original conservé par l'administration fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services, CCAG-FCS 2009, issu de l'arrêté du 19 janvier 2009 portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services - NOR: ECEM0816423A publié au JO du 19 mars 2009. Le candidat déclare connaître ce document bien qu'il ne soit pas matériellement joint au dossier ;
- L'offre du titulaire.

Est réputée non écrite toute mention des documents établis par le titulaire contraire aux clauses du présent contrat et de ses annexes ou du CCAG/FCS. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

ARTICLE 3 – FORME ET DUREE DU MARCHE

Le présent marché est soumis aux dispositions du code de la commande publique.

Le présent marché est un marché simple.

Le marché prend effet à compter de sa date de notification au titulaire. Il prend fin à l'expiration du délai de garantie.

La durée d'exécution du marché comprend le délai de livraison, le délai d'admission de la marchandise et la période de garantie.

Article 4 - REPRESENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Conformément à l'article 3.3 du CCAG/FCS, dès la notification du marché le Pouvoir Adjudicateur désigne une ou plusieurs personnes physiques habilitées à le représenter auprès du titulaire pour les besoins de l'exécution du marché.

ARTICLE 5 – CONDITIONS D'EXECUTION ET DE LIVRAISON

5.1 – Livraison

La livraison des équipements, devra intervenir dans un délai de 8 semaines maximum à compter de la réception de la notification, avec les consommables nécessaires à la mise en œuvre de toutes ses fonctions, ainsi que la liste de consommables avec leurs références.

Adresses :

SORBONNE UNIVERSITE – Laboratoire BOREA
Tour 65/ Sous-Sol
Louis Amand ou Bruce Shillito
7 Quai Saint Bernard
75005 PARIS

Ou (selon date de livraison)

Dominique Barthelemy
Aquarium d'Océanopolis
Port de Plaisance du Moulin Blanc
29210 Brest

Horaires de livraison : Du lundi au vendredi - Entre 9h et 17h – Prendre contact téléphonique avant

Par dérogation aux stipulations de l'article 18 du CCAG FCS, l'établissement n'informe pas systématiquement le titulaire de la disponibilité des locaux destinés à l'installation des équipements, quinze jours, au moins, avant la livraison de celui-ci.

5.2 – Transport et emballage

Conformément au CCAG/FCS, les risques afférents au transport incombent au titulaire. Celui-ci reste responsable des opérations de conditionnement, de chargement, d'arrimage, de déchargement et de livraison.

Les inscriptions sur les emballages livrés au titre du marché doivent être libellées en français (cf. loi n° 94-665 du 4 août 1994 et le décret n° 95-240 du 3 mars 1995 pris pour application, modifié par décret n°98-563 du 1^{er} juillet 1998).

5.3 – Installation des équipements

Le titulaire garantit les performances (tests spécifiques) lors de l'installation des équipements.

5.4 - Opérations de vérification

Les vérifications quantitative et qualitative liées à l'exécution des prestations sont effectuées après la livraison des fournitures dans les conditions prévues au CCAG/FCS.

Par dérogation à l'article 23 du CCAG FCS, les opérations de vérification démarrent à compter de la date de mise en service de l'instrument par le titulaire en conformité avec les performances techniques et fonctionnelles spécifiées dans le présent CCP, ou le cas échéant à la fin de la formation initiale des utilisateurs de l'instrument si celle-ci est postérieure à la mise en service.

5.5 – Conditions d'admission après vérification

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet seront prises.

Les conditions de retour à l'entreprise sont prises dans les conditions prévues au CCAG/FCS.

5.6 – Accessoires, consommables et documentation

Les équipements, seront livrés avec l'ensemble des accessoires et des consommables nécessaires à leur mise en service et aux premières utilisations.

Le titulaire devra lister tous les accessoires et consommables captifs pour les équipements, désignés dans l'objet du marché et en indiquer leur prix (annexe à joindre au mémoire technique).

Article 6 – PERFORMANCE ECOLOGIQUE

Le titulaire fait ses meilleurs efforts pour réduire l'impact écologique des prestations fournies au titre du présent marché, notamment :

- en traitant les déchets liés à la fabrication et au transport des équipements, pour en réduire les impacts écologiques négatifs ;
- en proposant des matériels économes en énergie ;
- en proposant des matériels constitués de matériaux recyclables ;
- en proposant des moyens de transport respectueux de l'environnement.

ARTICLE 7 – CONDITIONS DE GARANTIE

Les équipements, formant l'ensemble cité dans l'objet du marché sont garantis contre tout vice de fabrication ou défaut de matière pendant la durée de la garantie et toute panne intervenant pendant cette période devra être réparée aux frais du titulaire, sauf cas de l'erreur manifeste de manipulation de l'utilisateur. Cette garantie couvre également les frais de déplacements du personnel du titulaire, de conditionnement, d'emballage, de transport des équipements nécessités par une remise en état ou son remplacement.

Par dérogation à l'article 28 du CCAG/FCS, la garantie s'applique pour une durée de deux ans minimum.

Le délai de garantie démarre à compter de la notification de la décision d'admission des prestations, ou à l'issue du délai de 15 jours à compter de la livraison en l'absence de décision.

Le titulaire précisera dans le mémoire technique le contenu de la garantie. Les exclusions éventuelles de garantie devront être mentionnées clairement.

Une révision de fin de garantie sera effectuée à l'issue de la période de garantie par le titulaire du marché. Cette visite technique aura pour but de vérifier les fonctionnalités et performances de l'ensemble des matériels installés. En cas de dégradation des fonctionnalités et/ou des performances, le titulaire effectuera les actions correctives nécessaires au rétablissement du niveau initial de fonctionnalités et / ou de performances.

Cette révision de fin de garantie ne pourra donner lieu à aucune facturation tant en main d'œuvre, qu'en déplacement, qu'en pièces détachées et accessoires.

ARTICLE 8 – PRIX

8.1 - Forme des prix

Le présent marché est traité à prix forfaitaires.

Le prix est ferme.

8.2 - Prix de règlement

Les prix figurant dans l'offre du fournisseur sont réputés établis aux conditions économiques à la date de remise des offres.

En cas de changement du taux de TVA, le taux de TVA réglementaire s'applique automatiquement de droit.

8.3 - Frais de port et d'emballage

Les prix comprennent les frais de port et d'emballage standard pour une livraison en France métropolitaine.

ARTICLE 9 – ACOMPTES ET AVANCE

9.1 - Avance

Sauf renonciation du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance de 5%, ou 10% pour les PME, est versée dans les conditions prévues aux articles R2191-3 à R2191-10 du code de la commande publique si le montant hors taxes du marché est supérieur ou égal à 50 000 euros € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le remboursement de l'avance s'effectue dans les conditions des articles R2191-11 et R2191-12 du code de la commande publique.

9.2 - Acomptes

Il ne sera versé aucun acompte au titre du présent marché.

ARTICLE 10 – MODALITES DE REGLEMENT

Le règlement est effectué par virement au compte ouvert au nom du titulaire à partir de son RIB original fourni avec l'acte d'engagement.

L'ordonnateur de la dépense est le Président de Sorbonne Université.

Le comptable assignataire de la dépense est l'Agent Comptable de Sorbonne Université.

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues par le CCAG./FCS.

Le règlement sera effectué sur présentation d'une facture établie au regard des prestations stipulées dans le marché, qui sont achevées et constatées par l'Université. Ne doivent figurer sur la facture que les fournitures ou services relevant du présent marché. Toute autre fourniture ou service commandé qui ne serait pas prévu dans le marché doit faire l'objet d'une facturation séparée.

10.1 : Présentation des factures électroniques

L'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique fixe les modalités techniques de transmission des factures sous forme dématérialisée et de mise à disposition des informations relatives au traitement des factures au travers de la solution mutualisée dénommée Chorus Pro.

La transmission des factures sous forme dématérialisée par le titulaire, l'émetteur, s'effectue selon l'un des trois modes suivants, au choix de l'émetteur :

- 1° Un mode « flux » correspondant à une transmission automatisée de manière univoque entre le système d'information de l'émetteur ou de son tiers de télétransmission et Chorus Pro ;
- 2° Un mode « portail », nécessitant de la part de l'émetteur :
 - a) Soit la saisie manuelle des éléments de facturation ;
 - b) Soit le dépôt de sa facture dématérialisée dans un format autorisé dans les conditions prévues à l'article 5 de l'arrêté ;
- 3° Un mode « service », nécessitant de la part de l'émetteur l'implémentation dans son système d'information de l'appel aux services mis à disposition par Chorus Pro.

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures transmises doivent obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° Le numéro du bon de commande et le numéro du marché ;
- 5° La date de réalisation des prestations ;
- 6° La quantité et la dénomination précise des produits livrés ;
- 7° Le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 8° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 9° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 10° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements

complémentaires.

Il est précisé que Sorbonne Université ne demande pas de code service.

En cas d'erreur sur la facture, le pouvoir adjudicateur la complètera. Le montant de la somme à régler au titulaire lui sera notifié si la facture a été modifiée ou complétée. Passé un délai de 15 jours à compter de cette notification, le titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté ce montant.

Toute facturation ne respectant pas les prescriptions ci-dessus retournera au titulaire du marché pour réédition conforme.

10.2 : Délais de paiement

Le délai maximum de paiement, sur lequel l'acheteur s'engage, est de 30 jours.

Le point de départ de ce délai de paiement s'effectue à la date de réception de la facture conforme par Sorbonne Université. Le paiement intervient après service fait : si la demande de paiement intervient avant le service fait, c'est la date de réalisation des prestations qui fait foi.

Le dépassement ouvre de plein droit et sans autre formalité le bénéfice d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile en cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 € s'ajoute aux intérêts moratoires.

ARTICLE 11 – LOGO DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Le titulaire du marché ne pourra pas utiliser le logo du pouvoir adjudicateur, sauf autorisation expresse de ce dernier.

ARTICLE 12 : PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Chaque partie au marché s'engage à respecter toute disposition résultant :

- De la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
- Du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil, du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données), à compter du 25 mai 2018.

Le titulaire s'engage à ne divulguer aucune information dont il pourrait avoir eu connaissance durant l'exécution du marché.

La constitution d'une base de données comportant des données à caractère personnel et données administratives des usagers peut être rendue nécessaire par l'exécution des prestations figurant au présent marché.

Ces données sont confidentielles et sont collectées, traitées et hébergées sur le territoire français métropolitain ou le territoire d'un État membre de l'Union européenne, ou le cas échéant, dans tout État permettant d'assurer un niveau adéquat de protection desdites données.

Notamment, le titulaire garantit le respect des obligations légales et réglementaires lui incombant au titre de la protection des données à caractère personnel, notamment en matière de flux transfrontières hors de l'Union européenne. Le cas échéant, la production de pièces justificatives peut être exigée par Sorbonne université.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre toute mesure technique et organisationnelle appropriée pour protéger les données à caractère personnel, en prenant en compte l'état des connaissances, les coûts de mise en œuvre et la nature, portée, contexte et les finalités du traitement ainsi que les risques, dont le degré de probabilité et de gravité varie, pour les droits et libertés des personnes physiques, afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque.

Le cas échéant, le titulaire du marché s'engage à respecter les droits des personnes concernées par les données à caractère personnel traitées (droit à l'information, droit d'accès, droit d'opposition, droit de rectification, droit à la portabilité, droit à l'effacement, droit de réclamation, droit de recours devant une autorité).

Le titulaire s'engage à notifier à Sorbonne Université, dans les meilleurs délais après en avoir pris connaissance, toute violation de donnée à caractère personnel, soit toute violation de la sécurité entraînant, de manière accidentelle ou illicite, la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée de données à caractère personnel transmises, conservées ou traitées d'une autre manière, ou l'accès non autorisé à de telles données.

Sorbonne université se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect de ses obligations par le prestataire au titre du présent article.

ARTICLE 13 - RESILIATION

Le présent contrat peut être résilié de plein droit par le pouvoir adjudicateur en cas d'inexécution par le titulaire d'une ou plusieurs des obligations contenues dans les diverses clauses. Cette résiliation ne devient effective qu'après l'envoi par le pouvoir adjudicateur d'un courrier via son profil acheteur (PLACE) exposant les motifs de la plainte, à moins que dans le délai indiqué le titulaire défaillant n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la partie défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation et ce, sous réserve des dommages éventuellement subis par le pouvoir adjudicateur du fait de la résiliation anticipée du contrat.

Le contrat est résilié de plein droit dans le cas où le titulaire fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire, après mise en demeure adressée à l'administrateur, sous réserve des dispositions de l'article L.622-13 du code de commerce.

Le présent contrat est également résilié de plein droit en cas de cession d'activité, dissolution ou liquidation amiable du titulaire.

Par dérogation à l'article 33 du CCAG-FCS, dans le cas d'une résiliation du marché pour motif d'intérêt général, Sorbonne Université se réserve le droit de résilier unilatéralement et à tout moment le présent marché.

A ce titre, le titulaire ne pourra prétendre qu'à une indemnisation proportionnelle au montant des prestations restant à exécuter pour la période allant de la résiliation du contrat à la date initialement convenue de cessation des prestations. Les dépenses afférentes au manque à gagner et autres frais (frais généraux, ...) ne seront pas portées au décompte de résiliation.

ARTICLE 14 - DIFFERENDS - LITIGES

Le présent contrat est soumis à la loi française. Il en est ainsi pour les règles de fond comme pour les règles de forme.

Dans tous les cas, pour les différends qui pourraient naître à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de ce contrat, les parties s'efforceront de s'entendre à l'amiable.
A défaut d'accord le litige sera confié à la juridiction compétente, le Tribunal Administratif de Paris.

ARTICLE 15 –DEROGATIONS AU CCAG/FCS

L'article 5.1 du présent CCP déroge à l'article 18 du CCAG/FCS.

L'article 5.4 du présent CCP déroge à l'article 23 du CCAG/FCS.

L'article 7 du présent CCP déroge à l'article 28 du CCAG/FCS.

L'article 13 du présent CCP déroge à l'article 33 du CCAG/FCS.

Fait à....., le

En un exemplaire original

Signature et cachet du TITULAIRE